

## **Ré-enchanter la société ?**

*Le ré-enchantement de la société passe par la restauration de l'espoir et des mécanismes de l'émancipation collective.*

Devant les difficultés structurelles de nos sociétés, il est nécessaire de redonner une perspective d'émancipation à la majorité de la population. Mais alors que les dogmes du libéralisme commencent timidement aujourd'hui à être contestés autour de la planète pour la première fois depuis vingt ans, l'ensemble des acteurs intermédiaires entre la puissance publique et les peuples (parti, associations, institutions...) ont globalement intégré les contraintes et les dégâts du capitalisme comme allant de soi. L'émancipation collective a depuis longtemps laissé la place à une aspiration à l'émancipation individuelle, quand on peut encore parler d'aspiration à l'émancipation.

La refondation de nos démocraties suppose pourtant que tout ou partie de nos peuples reprenne espoir dans l'émancipation collective et qu'on soit à nouveau en mesure de leur proposer des mécanismes renouvelés d'émancipation. L'Éducation populaire pourrait participer à ce projet et renouer ainsi avec le souffle de ses origines.

\* \* \* \* \*

L'Éducation Populaire prend racine dans la Révolution française et plus particulièrement en 1792 dans la déclaration de Condorcet lorsqu'il présente un rapport intitulé « l'organisation générale de l'instruction publique ».

Mais les premières expériences émergent dans un contexte plus troublé qu'il n'y paraît de prime abord : l'apparition (seulement progressive) d'une véritable classe ouvrière française, les bouleversements de l'industrialisation, les limites assumées du projet républicain d'instruction publique et les menaces toujours réelles contre la démocratie naissante sont autant de défis qui expliquent sa diversité et sa dispersion.

C'est face aux enjeux d'une société industrielle profondément inégalitaire et aliénante, que l'éducation populaire s'est pour la première fois massifiée. Universités populaires, éducation mutuelle, encadrement de la jeunesse prolétaire, les objectifs de l'éducation populaire vont de pair avec une dynamique d'émancipation autonome de la classe ouvrière. Elle trouvera une partie de sa traduction dans la préfiguration et les transformations du et autour du Front Populaire (auberges de jeunesse, congés payés, colonies de vacances, sport ouvrier, création du ministère de la jeunesse & des sports...).

Cependant, d'éducation mutuelle, on est immédiatement passé à la transmission des savoirs des élites intellectuelles engagées : ***les ouvriers doivent rejoindre une « culture dominante », transformant un processus d'émancipation collective en une méthode d'émancipation individuelle, niant la réalité d'une culture populaire.***

La Libération laisse apparaître une nouvelle période glorieuse de « l'éduc'pop' » ; issus tout à la fois des expériences de Vichy et de la clandestinité, les secteurs d'action se multiplient et de nouveaux mouvements ou mode d'engagement apparaissent. « *Rendre la Culture au Peuple et le Peuple à la Culture* » : théâtre populaire, ciné-clubs, M.J.C., mouvements de jeunesse étudiante, agricole ou ouvrière... En fait, bientôt, un partage des rôles et des territoires, une véritable cogestion s'opèrent entre une partie des organisations et les ministères concernés (Éducation, Jeunesse & Sports, Culture) et sclérosent une dynamique réelle. Les ambitions et frilosités partisanes ont également limité les voies de l'émancipation alors qu'elles auraient sans doute gagné à leur épanouissement.

\* \* \* \* \*

L'un des pôle fondateur de l'Éducation Populaire est le développement de l'esprit critique qui se décline alors en trois axes :

- L'éducation : être capable de raisonner ;
- L'acquisition de valeurs morales ;
- La pratique de la citoyenneté.

L'autre pôle historique étant celui de la formation.

La formation des adultes était au XIX<sup>ème</sup> siècle une demande formulée par la classe ouvrière, l'État et le patronat. La pression exercée par l'État et le patronat pour la prise en charge de la formation par les mouvements d'éducation populaire a forcé nombre d'entre eux à effectuer un grand écart parfois douloureux entre les valeurs qu'ils souhaitaient défendre et des enjeux économiques.

Enjeux économiques, car la concurrence sur le terrain de la formation oblige depuis plusieurs décennies maintenant les mouvements d'éducation populaire à être rentable face aux entreprises qui proposent des prestations de services et de formations équivalentes. C'est pour elles une question de survie...

Cette lutte pour survivre, pour continuer à faire vivre des valeurs et des projets n'a pas permis aux mouvements d'éducation populaire d'accompagner suffisamment les mutations sociales qui ont traversé notre société depuis une vingtaine d'années.

Aujourd'hui, la démocratie représentative est affaiblie. Les citoyens s'engagent volontiers sur des causes sectorielles (associations de lutte contre le bruit, de défense d'un espace vert dans sa rue, etc.). Comment recréer du lien entre la somme improbable des intérêts particuliers et l'intérêt général ? Comment redonner à la politique sa vocation de penser l'intérêt général tout en tenant compte des particularismes ? Comment permettre aux citoyens de contextualiser leurs préoccupations locales dans un mode de résolution globale ?

Il est illusoire de croire que l'on peut traiter un problème au bout de sa rue sans comprendre les enjeux plus globaux au sein desquels ils s'inscrivent. Il faudrait permettre à chacun d'entre nous de ne pas être démoralisé par la globalisation mais de la comprendre pour agir. Les « associations citoyennes », qui tant du point de vue sectoriel que du point de vue globalisant, ont émergé dans la dernière décennie sur ce constat, n'ont certes pas touché loin s'en faut un public « populaire ».

\* \* \* \* \*

Ils demeurent un certain nombre d'espace de construction de la démocratie et de la participation qui sont sans doute insuffisamment occupés par les mouvements d'éducation populaire, il serait sans doute utile de se ré-appropriier ceux-ci afin de qualifier le plus grand nombre possible de citoyens à la maîtrise de leur devenir.

Comprendre son environnement, les circuits de décisions, les espaces d'action possibles permettraient de redonner de l'espoir et de ne pas faire le lit de dangereux extrémistes qui proposent d'enfoncer notre société dans une fracture ethnique et sociale voire dans un conflit civil.

Les espaces de relégation que sont devenus certains de nos quartiers périphériques, le faible accompagnement des associations de quartier montées par des habitants adultes ou jeunes, la formation des citoyens qui participent ou souhaiteraient participer aux instances de démocratie participative : voilà autant de terrains à réinvestir d'urgence par ceux qui souhaitent redonner son sens originel à l'Éducation populaire.

Alors que la définition du « Peuple » est passée progressivement du « peuple des travailleurs » à l'idée de « peuple national », construis sur la « fiction » nécessaire de l'universalisme républicain, nous voyons aujourd'hui en réalité un « peuple hétérogène », peuple unique peut-être mais aux cultures diverses. Dans l'espace public, l'interculturalité est devenue en pratique la norme et le quotidien de nos concitoyens. Face à cette réalité, nous sommes dans l'obligation de créer les outils et le vocabulaire d'un nouveau langage collectif, de faire émerger une parole commune, fondée sur la construction de savoirs collectifs et la reconnaissance de ces savoirs par la maîtrise d'usage.

Ainsi en pratique, comme en théorie, construire ou participer à la construction d'espaces publics de débats politiques est sans doute le défi majeur que nous pourrions nous donner, acteurs en mouvement de l'Éducation populaire...

**Pascale Didine & Frédéric Faravel**